

DÉPARTEMENT DE TARN-ET-GARONNE

Programme Départemental d'Insertion 2021-2023

Appel à projets départemental
*Coaching et médiation à l'emploi des publics les
plus défavorisés sur le territoire du département de
Tarn-et-Garonne*

Annexe 1 CAHIER DES CHARGES ET NOTICE CONTEXTUELLE

Politique en matière de lutte contre la pauvreté, d'insertion sociale et professionnelle et de développement social

Date de lancement de l'appel à projet
3 Décembre 2020

Date limite de dépôt des candidatures
3 Janvier 2021

Préambule

La loi du 1er Décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active, a clairement défini les objectifs d'accompagnement de ses bénéficiaires, en priorisant l'insertion professionnelle et le retour à l'emploi. Les modalités de mise en œuvre des parcours d'insertion relèvent de la compétence du Conseil Départemental, au travers du dispositif d'orientation dont il a la charge.

Éléments de contexte

Dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, l'Etat et le Département ont signé 12 juillet 2019 une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi 2019-2021, qui les engage à appuyer financièrement des actions spécifiques initiées par le Département et adaptées à ses publics précaires. Ces actions sont assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats.

Pour répondre à l'un des axes conventionnés, le Département a choisi, pour renforcer la logique de sa politique d'insertion, de développer un dispositif d'accompagnement renforcé via un coaching intensif pour favoriser le retour à l'activité des bénéficiaires du RSA dans le dispositif depuis plus de 5 ans.

Données INSEE janvier 2020 :

- 258 349 habitants en Tarn-et-Garonne répartis sur 195 communes, et une croissance rapide de la population en âge de travailler

Données Pôle Emploi juin 2020:

- Un taux de chômage au 2ème trimestre 2020 de 7,9% (8,4 % pour l'Occitanie et 7,1 % pour la France) avec 26 960 demandeurs d'emploi au 30 juin 2020 dont 15,8% de bénéficiaires du RSA et 48,9 % de demandeurs d'emploi longue durée

Données Conseil départemental août 2020 :

- 6 608 allocataires du RSA dont 37 % dans le dispositif depuis plus de 5 ans

La situation sanitaire, depuis mars 2020, a participé à l'augmentation d'environ 10 % de bénéficiaires du RSA depuis cette date.

L'offre d'accompagnement renforcé et individualisé dans le cadre de parcours intégrés d'accès à l'emploi reste encore insuffisante au regard de l'augmentation du nombre de personnes très éloignées de l'emploi et ne permet pas toujours de prendre en compte la particularité de certains parcours. Les bilans des différentes actions, mises en place dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion, font ressortir des problématiques récurrentes freinant le parcours d'insertion des BRSA : faible estime de soi ou à contrario surestime de soi, isolement social, dévalorisation, mauvaise image de soi...

De plus, l'ingénierie de ces parcours peut être améliorée en mobilisant de nouvelles approches d'accompagnement, de valorisation et de montées en compétences, qui remettent le BRSA au coeur de son parcours et qui s'appuient sur ses compétences, ses intentions et ses attentes.

1 – Acteurs visés par l'opération

Tous les établissements publics et privés, entreprises privées garantissant soit directement soit en sous traitant la prise en charge du public par des professionnels (coach de vie certifié) et incluant l'intervention d'une socio-esthéticienne. Les porteurs de projets devront être spécialisés dans l'accompagnement des publics fragiles et répondre aux objectifs fixés dans le présent appel à projets. Ils devront être en capacité à collecter des informations, les analyser et poser un diagnostic. Une bonne connaissance de l'environnement économique et social du territoire est exigée de même que la capacité à passer des conventions avec les acteurs économiques du territoire pour la phase d'immersion.

2 – Public visé

Les personnes bénéficiaires du RSA dans le dispositif depuis plus de 5 ans soumises à droits et devoirs.

3 – Objectifs

Finalité : lever les freins périphériques à l'emploi et amener le bénéficiaire à accéder à un emploi ou une formation correspondant à ses capacités et à la réalité du marché du travail.

- Proposer un accompagnement renforcé (coaching de vie) afin de leur permettre d'atteindre leurs objectifs de retour ou d'accès à l'emploi et sortir du dispositif RSA
- Permettre aux personnes accompagnées d'identifier les éléments qui n'ont pas permis l'insertion socio-professionnelle
- Travailler l'image de soi, la reprise de confiance en soi et l'impact sur l'employabilité
- Intégrer les règles incontournables de la vie professionnelles
- Adapter son comportement aux situations par des mises en pratiques
- Intégrer les technologies dans l'appréciation du savoir vivre : utilisation des smartphones, réseaux sociaux et messagerie téléphonique
- Développer l'employabilité des participants en leur permettant de repérer et valoriser leurs compétences, mais aussi leur permettre d'appréhender les « codes » des méthodes et entretiens de recrutement
- Mobiliser les participants vers la définition et la concrétisation d'un projet professionnel à travers une approche concrète des secteurs en tension dans le Département (immersion en entreprise, développement du réseau professionnel par le parrainage, simulation d'entretien...)
- Travailler la mobilité physique et psychologique
- Fournir au stagiaire, à la fin de l'action, une feuille de route avec des objectifs à atteindre à court, moyen et long terme qui pourront servir de base à l'élaboration du CER ou du PPAE.

4 – Modalité et déroulement de l'opération

A. Conditions de mise en œuvre :

✎ Orientation obligatoire du Conseil Départemental, de Pôle Emploi ou des partenaires conventionnés à l'aide des fiches d'orientation en vigueur. Si prise en charge de la personne, l'opérateur doit renvoyer au service Insertion la fiche de prescription assortie de la date du 1^{er} RDV.

B. Transmission des informations

✚ Chaque opérateur devra remettre une synthèse de l'intervention qu'il aura réalisée auprès de la personne suivie : il s'agit d'un bilan qualitatif précis avec préconisations sur la suite du parcours. Ces informations seront à transmettre à la fois directement au référent de la personne bénéficiaire et au service Insertion dans le cadre des bilans à transmettre au terme de chaque **période de 3 mois** ainsi que lors du bilan final de l'opération conventionnée.

C. Prise en charge par un professionnel certifié

Dans le cadre du parcours, l'intervention d'un **coach de vie certifié** est obligatoire. Ce dernier aura pour mission d'accompagner les personnes vers la recherche de solutions, de les aider à identifier des objectifs personnels et professionnels et à les atteindre.

D. Modalité de mise en œuvre de l'accompagnement

Au regard des objectifs de cette opération, un accompagnement sur des temps individuels et collectifs (ateliers thématiques) paraît approprié :

✚ Durée et fréquence des rencontres :

Cet accompagnement intensif nécessite une régularité des rencontres (à minima 4 demi-journées par semaine). La durée totale de chaque accompagnement individuel ne saurait excéder trois mois renouvelables une fois sur validation du service prescripteur au vu du bilan final.

L'accompagnement s'effectuera en coordination avec le prescripteur de l'action et devra s'inscrire dans un CER ou un PPAE et être en lien avec les démarches en cours avec les référents des situations.

L'accompagnement vers l'emploi doit intégrer la réalité économique du territoire et s'attacher à mettre en corrélation les BRSA et le bassin d'emploi notamment par l'utilisation de l'outil T.G.E. « Tarn-et-Garonne Emploi » (métiers/secteurs en tension : agricole, transport et logistique, aide à la personne et à la collectivité, installation du numérique, hôtellerie-restauration, vente et grande distribution, construction), tout en tenant compte des problématiques potentielles de mobilité des participants.

✚ Déroulement de l'action :

L'action peut comporter tout type d'activité sportive, culturelle et bénévolat participant à l'insertion socio-professionnelle.

✚ Localisation de l'opération :

Un maillage territorial plus affiné et une implantation indispensable des opérations sur le périmètre des 5 Maisons Départementales des Solidarités :

Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maisons des Solidarités de	Maison des solidarités de
CAUSSADE - NEGREPELISSE	MONTECH – VERDUN SUR GARONNE	CASTELSARRAS IN - MOISSAC	BEAUMONT - VALENCE D'AGEN	MONTAUBAN

Cette opération se déroulera sur l'ensemble du territoire du Tarn-et-Garonne. Plusieurs lieux d'intervention pourront être identifiés par le porteur de projet pour assurer un maillage territorial cohérent et compte tenu des problématiques rencontrées par les publics (manque de mobilité, précarité...)

5 – Indicateurs de suivi

- Diversité des intervenants
- Nature, nombre et durée des rencontres (individuelles/collectives)
- Taux de démarrage de l'opération : nombre de suivis démarrés/nombre de prescription
- Taux d'abandon
- Situation à l'entrée
- Durée moyenne d'accompagnement
- Nature des sorties :
 - emploi de droit commun (CDI, CDD, emploi saisonnier, emploi temporaires)
 - emploi aidé
 - intégration dans une structure de l'insertion par l'activité économiques
 - entrée en formations
 - recherche d'emploi ou de formations
 - autres types de sortie

6 – Coût de l'action (transparence financière)

L'opérateur doit définir le coût de l'action proposée sur le territoire de son choix en précisant :

- 1 – le coût d'intervention horaire ou journalier affecté,
- 2 – le temps prévu en jours ou heures d'intervenants internes ou externes à son organisme,
- 3 – le coût par stagiaire

Le financement des actions sera assuré par le Conseil Départemental. Une recherche de pluri-financement est conseillée.

7 – Suivi de l'action et procédure de paiement (traçabilité)

Chaque opérateur devra respecter la procédure suivante :

- utiliser les formulaires, documents et outils transmis par le Conseil Départemental pour effectuer, 2 fois par an (minimum), les rapports et demandes de remboursements relatifs aux actions menées et dépenses correspondantes,
- remettre ces éléments aux dates convenues dans la convention accompagnés des pièces nécessaires (liste annexée à la convention),
- accepter de se soumettre à toute vérification préalable des éléments et pièces transmis et à tout contrôle sur place, mené par les services du Conseil Départemental ou services agréés, dans le cadre des règlements en vigueur.

8 – Respect des obligations (conformité)

En cas de non respect de ces obligations et de celles décrites dans la convention, le service Insertion sera à même de demander la suspension de tout paiement ou la résiliation de la convention.

ATTENTION

Le dossier est à remettre OBLIGATOIREMENT

En format papier à remplir et à envoyer :

HOTEL DU DEPARTEMENT
Pôle des Solidarités humaines
Direction de la Cohésion sociale – service insertion
**APPEL A PROJET PDI – Coaching et Médiation à l'emploi des publics les plus défavorisés
sur le territoire du Département de Tarn-et-Garonne**
100 boulevard Hubert Gouze
BP 783
82013 MONTAUBAN cédex

Par mail à rsa-insertion@ledepartement82.fr

Pour tout renseignement, vous pouvez vous adresser vos questions à l'adresse mail rsa-insertion@ledepartement82.fr avant le 18 décembre 2020.

Les réponses seront apportées sur le site du Conseil département du Tarn et Garonne.

Les dossiers de demandes seront acceptés, sous la forme requise, jusqu'à la date du 03 janvier 2021 minuit.

Les dossiers reçus hors délais seront déclarés irrecevables.

Les critères de sélection :

Tous les dossiers seront étudiés. Le Département se réserve le droit de choisir celui qui donnera lieu à une action financée.

S'il est retenu le porteur de projet fera l'objet d'un conventionnement pour la période 2021 sous réserve des bilans qualitatifs et quantitatifs des actions menées et pourra, éventuellement, faire l'objet d'un avenant à la convention initiale pour 2022 et 2023.

Les opérations seront examinées en fonction des critères suivants :

- 1er critère : Répondre aux critères et objectifs identifiés par le Département et précisés ci-dessus.
Intervention d'un coach de vie certifié obligatoire

-2ème critère : Prévoir les modes d'intervention pour maintenir la continuité de l'accompagnement des publics en cas de situation sanitaire exceptionnelle.

- 3ème critère : Capacité de la structure à suivre et respecter les exigences qualitatives et de gestion, notamment en terme de suivi des publics et d'évaluation des parcours.

- 4ème critère : la capacité matérielle et financière de la structure. L'adéquation des moyens et des personnels avec les actions proposées, l'expérience des intervenants (compétences et qualifications), montant de la demande de fonds de concours

Le service insertion se réserve la possibilité de demander des précisions et/ou toutes pièces complémentaires utiles : par écrit ou par téléphone.

L'absence d'élément de réponse détaillé au dossier de présentation du projet, peut constituer un motif de rejet de la demande de fonds de concours.

Le calendrier de la procédure :

- Appel à projets en ligne : **du 03 décembre 2020 au 03 janvier 2021 minuit**

- Instruction des dossiers : **du 4 au 8 janvier 2021**

- comité de sélection du **14 janvier 2021**

- Diffusion des résultats : **à compter du 18 janvier 2021**